



## **PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET REPARATION DE LA FLOTTE AUTOMOBILE DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT**

Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de service (C.C.A.G-F.C.S.) approuvé par l'Arrêté du 30 Mars 2021

Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique

Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale

Décret n°2024-823 du 16 juillet 2024 portant sur la partie réglementaire nouvelle du code de la consommation

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)**

**PROCEDURE ADAPTEE :**

**MARCHE N° 2025-01**

## Article 1 - Dispositions générales

En dehors des dispositions prévues au Cahier des Charges, ce sont les dispositions prévues au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021), à l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, par application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale qui s'appliquent.

## Article 2 - Objet du marché

Les présentes clauses précisent les modalités d'application des marchés à conclure pour la réalisation des prestations décrites dans le présent accord.

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'entretien et de réparation de la flotte automobile de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault est actuellement propriétaire de 62 véhicules, intégrés au le présent accord-cadre.

Ces véhicules sont répartis sur les secteurs de Montpellier (39 véhicules) et Béziers (23 véhicules).

La liste des véhicules du parc est détaillée en Annexe n°1 au présent C.C.P.

Cette liste est donnée à titre indicative et n'a pas de valeur contractuelle.

Celle-ci est susceptible d'évoluer durant la durée d'exécution du marché en fonction des cessions et acquisition de véhicules réalisées par l'Organisme.

Cet accord cadre se décompose en deux lots distincts :

- lot n°1 : entretien et réparation des véhicules de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault stationnés à Montpellier ;
- lot n°2 : entretien et réparation des véhicules de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault stationnés à Béziers.

## Article 3 - Désignation des parties contractantes

Le présent accord-cadre est conclu entre,

D'une part, **La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault**

Située : **139 avenue de Lodève**  
**34943 MONTPELLIER Cedex 9**

représentée par Monsieur Thierry MATHIEU, Directeur de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

Et d'autre part, **le Titulaire désigné après mise en concurrence** et dont les dénominations et adresses figurent dans l'Acte d'Engagement à l'accord-cadre.

## Article 4 - Caractéristiques du présent accord-cadre

### 4.1 Articles en application desquels l'accord-cadre est conclu – Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 et des articles R.2123-4 à R.2123-6 du Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

L'accord-cadre sera exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique., avec un minimum et un maximum comme suit pour le montant cumulé des deux lots et pour toute la durée du marché :

- Minimum : 30 000 € H.T.
- Maximum : 139 000 € H.T.

Il s'agit d'un marché alloti. Le marché est décomposé en 2 lots.

Les différents lots du marché sont les suivants :

- lot n°1 : entretien et réparation des véhicules de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault stationnés à Montpellier
- lot n°2 : entretien et réparation des véhicules de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault stationnés à Béziers.

#### **4.2 Durée du marché**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'un (1) an à compter **du 1 juin 2025**.

Il est reconductible de manière tacite une (1) fois sans que la durée maximale de l'accord cadre ne puisse dépasser deux ans.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

En cas d'atteinte du montant maximum défini à l'article 4.1, l'accord-cadre prendra fin avant la date d'échéance.

La décision de ne pas reconduire le présent marché sera communiquée par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard trois mois avant la date de reconduction du marché.

Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour la partie non exécutée.

#### **4.3 Étendue de l'accord-cadre**

Cet accord-cadre, exécuté au moyen de bons de commande, est soumis à un maximum de 139 000 € H.T cumulé pour les deux lots et la durée totale du marché.

#### **4.4 Résiliation de l'accord-cadre**

L'accord-cadre peut être résilié avec le Titulaire dans les conditions suivantes :

##### **4.4.1 Résiliation en cas d'incapacité de réalisation du marché**

L'accord-cadre sera résilié de plein droit dans les cas suivants :

- En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire si la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault n'accepte pas que le marché soit continué par les tuteurs, curateurs ou ayants droit.
- En cas de liquidation judiciaire de l'entreprise.
- En cas d'événements ne provenant pas du fait du Titulaire mais qui rend absolument impossible l'exécution du marché si le Titulaire en fait la demande.

##### **4.4.2 Résiliation aux torts du Titulaire**

L'accord-cadre est résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- Lorsque le Titulaire n'a pas respecté les règles de la sous-traitance et de déclaration de sous-traitance telles que prescrites par les articles L.2193-4, L.2193-5 et L.2193-7 du code de la commande publique.
- Lorsque le Titulaire a contrevenu à la législation ou la réglementation du travail.
- Lorsque le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans le délai prévu.
- Lorsque les modifications relatives aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise, à son adresse ou à son capital social ou plus généralement toute modification importante de son fonctionnement, sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché.
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion de son marché, à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des produits à fournir.
- Lorsque postérieurement à la conclusion du marché, le Titulaire a été exclu à toute participation à un marché public.
- Lorsque le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations en matière d'emploi de travailleurs handicapés de l'article L.323-1 du Code du travail ou ne s'est pas acquitté de ses obligations telles que prévues aux articles L.323-8-5 (déclaration) et L.323-8-2 (cotisation) du Code du travail.
- Lorsque le Titulaire n'a pas pris toutes les mesures de sécurité nécessaire.
- En cas de retards répétés dans l'exécution de ses obligations.
- Lorsque le Titulaire n'a pas souscrit les assurances exigées à l'article 10 du présent Cahier des Clauses Particulières.

En cas de non-exécution de ses obligations, la notification de la sanction envisagée ne peut être réalisée qu'après qu'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution a été notifiée au Titulaire défaillant.

Dans tous les cas la résiliation n'interviendra qu'après information du Titulaire de la sanction envisagée. Celui-ci est invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

## **Article 5 - Pièces constitutives du marché**

Le présent accord-cadre est composé des documents contractuels suivants :

### **5.1 Pièces générales**

- L'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.
- Le Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Décret n°2024-823 du 16 juillet 2024 portant sur la partie réglementaire nouvelle du code de la consommation.

### **5.2 Pièces Particulières**

- L'Acte d'Engagement et ses annexes - Bordereau des Prix (B.P.U) et cadres de réponse.
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) et son annexe – Liste des véhicules du parc.

Les originaux de ces pièces, seuls documents faisant foi, sont conservés par la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

**La signature de l'Acte d'Engagement par le(s) attributaire(s) emporte signature de toutes les pièces indiquées ci-dessus.**

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés constitue un ensemble et forme le cahier des charges contractuel.

## **Article 6 - Description des prestations**

Quel que soit le lot, le Titulaire prendra en charge :

- les opérations prévues au carnet d'entretien,
- le remplacement des pièces d'usure comme les balais d'essuie-glaces, les ampoules, les disques et plaquettes de frein, les garnitures, les pneumatiques, le système d'embrayage, la batterie, les amortisseurs, la ligne d'échappement etc.
- le contrôle périodique complet des véhicules (révisions),
- le remplacement ou la réparation des pièces mécaniques, électriques ou électroniques défaillantes,
- les travaux de carrosserie n'excédant pas un montant de 300,00 € H.T.,
- le pré contrôle technique et la prise en charge des véhicules pour la visite de contrôle technique.

Le nombre de véhicules pour chaque lot (article 2 du présent C.C.P.) est donné à titre indicatif. Il est susceptible d'évoluer en cours de marché avec le remplacement des véhicules. La liste des véhicules, annexe n°1 du présent C.C.P est également donnée à titre indicatif.

La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault se réserve le droit de faire entretenir ses véhicules sous garantie constructeur chez un concessionnaire de la marque pendant toute la période de garantie.

### **6.1 Prestations d'entretiens périodiques - révisions**

Les visites d'entretiens périodiques seront adaptées aux véhicules et conformes aux préconisations du constructeur.

#### **6.1.1 Prestations de contrôle**

La visite de contrôle comprendra à minima la vérification des points suivants :

- Electronique :
  - Diagnostique des calculateurs
- Habitacle :
  - Voyants tableau de bord
  - Eclairage plafonnier et boîte à gants
  - Moteur essuie-glace
  - Gicleur lave-glace
  - Boîte ampoules
  - Kit sécurité
  - Klaxon
  - Climatisation / Chauffage
- Avant :
  - Balais d'essuie-glace AV
  - Pare-brise
  - Plaque d'immatriculation AV
  - Phares et clignotants AV
  - Antibrouillards et feux de détresse AV
- Sous-capot :
  - Batterie
  - Liquide de refroidissement
  - Huile de direction assistée
  - Liquide de frein
  - Liquide d'embrayage
  - Liquide lave-glace
  - Niveau d'huile moteur après vidange
  - Etiquettes « Préconisations constructeur »
- Coté :
  - Eclairage portes AV
  - Bruit ouverture portes AV
  - Eclairage portes AR
  - Bruit ouverture portes AR
  - Rétroviseurs
  - Miroirs
  - Corrosion carrosserie
- Sous-caisse :
  - Soufflets de transmission et direction
  - Roulement des moyeux de roues
  - Ligne d'échappement
  - Etanchéité du circuit de refroidissement
- Arrière :
  - Balai d'essuie-glace AR
  - Plaque d'immatriculation AR
  - Eclairage du coffre
  - Feux et feux Stop AR
  - Clignotants et feux de détresse AR
  - Antibrouillard et Eclairage immatriculation AR
  - Feux de recul
  - Roue de secours ou kit crevaillon
- Pneumatiques :
  - Pression des pneumatiques
  - Usure des pneumatiques
  - Roues serrées au couple
- Suspension :
  - Amortisseurs
  - Ressorts
  - Silent blocs
  - Rotules
  - Bras de suspensions
- Freinage :
  - Disques de frein
  - Plaquettes de frein
  - Etanchéité du circuit de freinage

La liste des points de contrôle précités n'est pas exhaustive.

Dans le cadre des opérations de contrôle, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les vérifications nécessaires afin de garantir le bon fonctionnement et la sécurité des véhicules dont il aura la charge.

Le Titulaire s'engage également à signaler à l'Organisme tout dysfonctionnement ou usure constatée, nécessitant une réparation ou un remplacement de la pièce concernée.

#### 6.1.2 Prestations d'entretien :

En fonction des périodicités d'entretien préconisées par le constructeur (kilométrage et durée), le Titulaire devra procéder en sus des opérations de contrôle, à la réalisation des prestations suivantes :

- Vidange
- Remise à niveau des liquides (huile, refroidissement, lave-glace, etc ...)
- Remplacement filtre moteur (Gasoil ou Essence, FAP)
- Remplacement filtre habitacle (pollen, anti-pollution)
- Remplacement disque et plaquettes de frein
- Changements pneumatiques
- Remplacement courroie de distribution
- Remplacement pompe à eau.

La liste des prestations d'entretien précitées n'est pas exhaustive.

Le Titulaire s'engage à signaler à l'Organisme tout dysfonctionnement ou usure nécessitant une intervention, un remplacement ou une réparation de la pièce concernée.

#### 6.1.3 Spécificité d'entretien des véhicules électriques

Afin de pérenniser la santé des batteries de traction de nos véhicules électriques, le Titulaire s'engage, lors de chaque visite d'entretien, à mesurer :

- Le SoH (State of Health),
- Le SoC (State of Charge).

Ces mesures seront systématiquement communiquées à la Caf de l'Hérault afin d'évaluer la performance des batteries concernées, ainsi que d'anticiper sur d'éventuels besoins de remplacement.

En sus, le Titulaire procédera également aux contrôles des points suivants :

- Câbles de charge
- Dispositif de charge
- Résistance interne des cellules
- Passage des câbles Haute Tension
- Etat du coffre dans lequel se trouve la batterie de traction
- Système de ventilation et refroidissement de la batterie de traction
- Etat visuel de la batterie (absence de choc)
- Système de transmission
- Climatisation
- Dessicant batterie de traction
- Pneumatiques.

Pour cela, le Titulaire s'engage à disposer de toutes les habilitations, certifications et agréments réglementaires propres à l'entretien de ce type de véhicules.

La liste des points de contrôle précités n'est pas exhaustive.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les vérifications nécessaires afin de garantir le bon fonctionnement et la sécurité des véhicules dont il aura la charge.

## **6.2 Traitement des pannes, réparations, changement pièces usure et des travaux de carrosserie**

Toutes les prestations ne relevant pas des prestations d'entretiens périodiques (révisions), prévues au Bordereau des Prix, feront l'objet d'un devis soumis à l'approbation de l'Organisme.

Pour le remplacement des pneus, le traitement des pannes mécaniques ou électriques mais aussi pour la réalisation de travaux de carrosserie, tôlerie et peinture un devis détaillé des réparations sera adressé au représentant de l'Organisme avant toute intervention. Un bon de commande sera établi après acceptation du devis.

Toutefois, pour toutes les interventions mécaniques d'un montant supérieur à 1 500 € H.T., la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault se réserve le droit de consulter par devis un ou plusieurs garages susceptibles de réaliser ces mêmes prestations.

De même, pour les travaux de carrosserie excédant un montant de 300,00 € H.T., l'Organisme se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix.

Le coût horaire de la main d'œuvre et les éventuels frais de déplacement sont ceux stipulés au Bordereau des prix, annexe n°1 de l'Acte d'Engagement.

Le Titulaire s'engage à garantir toutes ses prestations 1 an, pièce et main d'œuvre.

### **6.3 Véhicule de prêt**

Pour toute réparation et immobilisation du véhicule supérieure à 48 heures, le Titulaire doit être en mesure de mettre à disposition de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault, un véhicule de prêt.

### **6.4 Contrôle technique**

Le Titulaire est chargé de préparer les véhicules en vue du contrôle technique. Le Titulaire réalisera un pré-contrôle et vérifiera l'ensemble des points soumis au contrôle technique.

Si des réparations s'avèrent nécessaires, celles-ci seront réalisées après acceptation du devis correspondant par le représentant de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault.

### **6.5 Obligations du Titulaire**

Le Titulaire de l'accord cadre est soumis à une obligation de résultats.

Il est de sa responsabilité de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions pour remettre en état de marche les matériels avec des conditions de sécurité optimales.

Pendant toute la durée d'exécution des prestations, le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations et des obligations mises à sa charge par le marché.

### **6.6 Livrables**

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à adresser à l'Organisme un relevé annuel des toutes les opérations réalisées sur les véhicules dont elle a la charge.

Ce relevé sera adressé au 1<sup>er</sup> mai de chaque année, ainsi que sur simple demande de l'Organisme, par voie dématérialisée à l'adresse de contact suivante : [immobilier@caf34.caf.fr](mailto:immobilier@caf34.caf.fr)

### **6.7 Développement durable**

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à réaliser les prestations du marché dans le respect des engagements en matière de développement durable qu'il a développé dans le cadre de réponse à la consultation.

Il devra tout au long du marché chercher les possibilités offertes par les nouvelles technologies pour minimiser son impact écologique pour la réalisation des prestations notamment dans l'utilisation des produits, la gestion des eaux usées et le recyclage des matières utilisées.

Il veillera également à mettre en œuvre toutes les solutions pour minimiser son impact sur la pollution de l'air pour la protection de l'environnement et de ses salariés.

### **6.8 Economie circulaire**

Conformément aux dispositions prévues par les articles R224-22 à D224-25-5 issus du Décret n°2024-823 du 16 juillet 2024, portant sur la partie réglementaire nouvelle du code de la consommation, le Titulaire s'engage à proposer à l'Organisme, des pièces de rechanges issues de l'économie circulaire en lieu et place des pièces neuves **chaque fois que cela est possible.**

L'organisme se réserve le droit de valider l'utilisation de pièce de rechange, dite neuve ou d'occasion.

## **Article 7 - Modalités de passation des bons de commande**

En tout état de cause, toutes les prestations seront soumises à l'approbation de l'Organisme via l'émission d'un bon de commande, conclu sur la base du présent accord-cadre.

Les bons de commandes ne pourront être passés que durant la période de validité du présent accord. Aucune commande ne peut intervenir au-delà du dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Toutefois, il est convenu entre les parties que la réalisation de la prestation peut intervenir postérieurement à la date de fin de validité du présent accord à condition que la commande soit notifiée au Titulaire avant le terme de l'accord-cadre.

Toute réparation fera l'objet d'un devis soumis à l'accord du représentant de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault. L'acceptation du devis se traduira par l'établissement d'un bon de commande.

### **7.1 Le devis comportera les éléments suivants :**

- la marque, le modèle et l'immatriculation du véhicule à réparer,
- un numéro de devis,
- le détail des travaux à réaliser,
- le détail des pièces à remplacer et leur coût,
- le coût de la main d'œuvre et autres frais,
- la référence du marché.

### **7.2 Le bon de commande comportera les mentions suivantes :**

- le détail des prestations à exécuter,
- le détail prix des prestations à réaliser,
- la référence du devis,
- la référence de l'accord cadre.

## **Article 8 - Détermination des prix**

### **8.1 Forme des prix**

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre seront réglées par application des prix forfaitaires et des taux horaires figurant au B.P.U, annexe n°1 à l'Acte d'Engagement.

Sauf variation du taux de T.V.A., les prix fixés sont fermes pendant la première année de l'accord-cadre.

Ils sont révisables annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre, en cas de reconduction dans les conditions fixées à l'article 8.3.

### **8.2 Contenu des prix**

Les prix sont nets et hors T.V.A. en euros. Ils correspondent à l'entière et parfaite exécution des prestations dans le cadre de l'accord-cadre.

D'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toute charge fiscale ou autres, frappant obligatoirement la prestation ainsi que toutes les dépenses afférentes à son exécution. Les prix facturés correspondent aux prestations réellement exécutées et sont réputés comprendre toutes les dépenses relatives à l'accord-cadre.

### **8.3 Variations dans les prix**

Les prix sont fermes la première année et pourront être révisés à la date anniversaire de l'accord-cadre. Pour cela, le prestataire devra faire parvenir ses nouveaux tarifs au moins trois mois avant l'échéance.

Si le Titulaire du marché a recours à une formule de révision des prix, il indiquera la formule, les indices, la valeur de ces indices et les mois de référence à l'article 3 de l'Acte d'Engagement.

**Pour être valable, chaque nouveau bordereau de prix devra être visé par les deux parties.**

### **Clause dite « butoir »**

La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, ni préavis, le contrat, dès lors qu'il aura constaté une augmentation du tarif supérieure à 3% par rapport au dernier tarif en vigueur.



Les nouveaux prix acceptés seront fermes et définitifs pour une nouvelle période d'un an.

Dès lors qu'il aura constaté une augmentation du tarif supérieure à 6% par rapport au dernier tarif en vigueur, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, ni préavis, le contrat.

## Article 9 - Facturation

### 9.1 Modalités de règlement et présentation des factures

L'établissement des factures sera consécutif à chaque intervention.

Les factures sont établies en un seul original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du bon de commande se rapportant à la facture,
- la référence de l'accord-cadre,
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal (dans le cas contraire joindre un R.I.B. ou un R.I.P.),
- les prestations exactement définies,
- les montants H.T., T.V.A. et T.T.C.,
- la date de facturation,
- le véhicule concerné.

Elles doivent être libellées à l'ordre de :

Monsieur le Directeur de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault

Et adressées via la plateforme **CHORUS PRO** en mentionnant les indications suivantes :

- SIRET de la Caf de l'Hérault : 534 089 529 00018
- Code Service : IMMOBILIER

### 9.2 Application de la T.V.A.

Les montants des sommes à payer sont calculés en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

### 9.3 Délais de paiement

Les délais de paiement sont au maximum de 30 jours, dès lors que la totalité des prestations figurant sur la facture ont bien été effectuées et sont conformes aux stipulations des bons de commande.

### 9.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement assorti d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux de ces intérêts est celui pratiqué par la Banque Centrale Européenne lors de son opération de financement la plus récente au dernier jour précédant le semestre de l'année civile durant lequel ces intérêts ont commencé à courir majorés de 8 points.

## Article 10 - Assurance

Le Titulaire est responsable des conséquences dommageables des faits et actes commis, de son fait ou de celui de ses préposés, à l'occasion de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents conclus sur son fondement.

Sont entendus comme dommages, les dommages matériels directs que subiraient les biens et les agents de l'organisme bénéficiaire du fait des agissements des préposés du Titulaire, ainsi que les dommages causés aux tiers.

A ce titre, le Titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir de manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, cette responsabilité et à payer les primes correspondantes.

Le Titulaire s'engage à justifier la régularité de sa situation, avant tout commencement d'exécution et puis lors de toute demande de l'Organisme, par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

## Article 11 - Justificatifs à produire

Le Titulaire s'engage expressément et spontanément à produire à la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault tous les six mois jusqu'à la fin du marché, les attestations requises à l'article L.8222-1 et D.8225-5 du Code du travail.

Pour remplir cette obligation, le Titulaire doit fournir les pièces ci-dessous énumérées :

- tous les six mois : les attestations de « vigilance » URSSAF, Trésor Public et Organismes sociaux de l'accomplissement des déclarations obligatoires attestant le paiement des cotisations sociales et fiscales et l'attestation sur l'honneur certifiant que les prestations sont réalisées par des salariées employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-3 du Code du Travail et stipulant que les règles relatives à l'égalité des chances et l'emploi des personnes en situation de handicap sont respectées ;
- pour les candidats de l'Union Européenne, les documents équivalents.

Dans l'éventualité où l'URSSAF ne délivre qu'une seule attestation par an, le Titulaire doit demander une « attestation de comptes à jour ».

Les organismes ou sociétés non soumis à l'une des obligations fiscales doivent impérativement le signaler.

Faute par le prestataire de fournir les attestations précitées dans un délai d'un mois et après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception restée sans effet, le présent contrat peut être résilié de plein droit sans indemnités.

Ces documents sont déposés par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Caf de l'Hérault à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

## Article 12 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat à condition d'avoir au préalable obtenu de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault l'acceptation du sous-traitant.

Pour ce faire, le Titulaire devra transmettre à l'Organisme une déclaration indiquant :

1. La nature des prestations sous-traitées,
2. Le nom ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
3. Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
4. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
5. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
6. Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de concourir aux marchés publics.

Sera joint également à la demande, le projet de contrat de sous-traitance entre le Titulaire et son sous-traitant.

**L'acceptation de la sous-traitance par l'Organisme sera formalisée par la signature entre la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault et le Titulaire d'un acte spécial « Acte de sous-traitance ».**

Le Titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

Le Titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du Pouvoir Adjudicateur.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le Pouvoir Adjudicateur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision.

Dans ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Tout sous-traitant occulte dûment constaté par le Pouvoir Adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure.

Si cette mise en demeure reste infructueuse, le Pouvoir Adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute aux frais et risques de l'entreprise principale.

Si cette demande intervient après la remise des offres ou après notification, le Titulaire doit établir que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant.

#### Païement direct du sous-traitant de premier rang ou direct :

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir Adjudicateur à l'entreprise principale et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante.

A la réception des factures, le Titulaire dispose d'un délai de 10 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au Pouvoir Adjudicateur.

### **Article 13 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Le Titulaire est soumis aux obligations d'emploi et de protection de la main d'œuvre telles qu'elles découlent des textes et règlements en vigueur.

En cas de violation de ces obligations et indépendamment des sanctions pénales, éventuellement encourues, le marché sera résilié aux torts du Titulaire.

### **Article 14 - Correspondants techniques et administratifs de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault**

#### **14.1 - Gestion et suivi de l'entretien des véhicules :**

✉ contact pour les deux lots : [immobilier@caf34.caf.fr](mailto:immobilier@caf34.caf.fr)

- Pour le lot n°1 :

Monsieur POULENARD

☎ : 04 67 99 29 22

☎ : 06 19 56 98 21

Monsieur BOYAT

☎ : 06 32 63 02 96

Monsieur BELLONI

☎ : 06 21 92 68 27

- Pour le lot n°2 :

Monsieur CAUQUIL

☎ : 04 67 49 73 07

☎ : 06 03 55 46 58

Monsieur ALLEGRE

☎ : 04 67 49 73 93

Monsieur CRESPO

☎ : 06 43 05 18 54

#### **14.2 – Gestion administrative et suivi du marché :**

Tous lots confondus :

Mlle BOUDART Nora, Gestionnaire contrats et marchés :

☎ : 04.67.22.99.71

✉ : [marches.publics@caf34.caf.fr](mailto:marches.publics@caf34.caf.fr)

Ou

Mme FERRANDO-ARAUJO Dominique, Responsable du pôle Marchés - Achats Responsable :

☎ : 04.67.22.92.68

✉ : [marches.publics@caf34.caf.fr](mailto:marches.publics@caf34.caf.fr)

## **Article 15 - Règlement des litiges**

### **15.1 Arbitrage**

En cas de litige, les parties se rapprochent en vue de trouver un règlement amiable. Pour ce faire, ils ont recours à un arbitre conformément aux dispositions du chapitre VII du Code de procédure civile. Cet arbitre est désigné d'un commun accord entre les parties.

### **15.2 Juridiction compétente**

En cas de litige et à défaut d'un règlement amiable, les juridictions de l'ordre judiciaire de Montpellier sont compétentes. Les parties peuvent s'adresser au :

**Tribunal judiciaire de Montpellier  
Place Pierre Flotte  
34040 MONTPELLIER**